

# MOCRO

## NE PARLEZ PAS DE

# MAFFIA

On leur a donné un nom qu'ils n'ont pas choisi. On les a stigmatisés, mais il ne s'agirait pas non plus d'en faire des enfants de chœur. Encore moins des petites frappes écervelées. Cela dit, leur ascension dans le trafic de coke a de quoi faire perdre les pédales : en quelques années à peine, ils sont passés du rang de dealers d'herbe douce à celui de barons de la poudre, commanditant le business depuis Dubaï, avec des relais installés jusqu'en Colombie et une vive concurrence entretenue avec les clans albanophones ou italiens. Eux, ce sont les leaders de ladite « Mocro Maffia », une appellation bancaire qui n'a d'autre sens que de rappeler leurs origines marocaines. Tout ça parce qu'à la base, des hippies voulaient tranquillement tirer sur leurs joints...

RÉCIT  
NICOLAS  
LAHAUT ET  
NICOLAS  
TAIANA,  
AVEC  
LAURA  
MANNE  
PHOTOS  
SÉBASTIEN VAN  
MALLEGHEM

IL pose deux doigts sur sa tempe, adresse un signe de la main depuis la chaise haute qui le place à bonne hauteur du comptoir et d'une demi-chope déjà plate. Il dit : « Vous savez, j'ai travaillé sur des cargos, à l'époque. » Son anglais est strié de r déglutis, comme des crachats, on dirait qu'un fragment de cacahuète lui chatouille les amygdales. Les enceintes encastrées dans la boiserie des murs du pub, non loin de la gare d'Anvers-Central, jouent un morceau des Clash. Il nous fait signe d'approcher. « Dans les années 1980, on en passait comme pour rien. De la résine de chanvre. Laya, le shit, je veux dire. You know what I mean. On hissait une caisse aux abords des côtes marocaines, on la reflait à un gars qui nous attendait à Gibraltar, ça partait par la route vers l'Europe centrale et on doublait notre salaire en fin de mois. »

Klaas a la septantaine, un tas de rides qui ont bouffé de l'air salé et confinent au cliché du vieux marin. Le Néerlandais s'épanche sur les belles années, les buvettes côtières, les prostituées des bords de mer, la fois où, pris dans les remous avec une embarcation de fortune, il a bien cru y rester. Les quelques paquets de shit avec lesquels il a parfois traversé l'Atlantique, aussi, pas grand-chose, rien de bien méchant.

Puis, il jette un regard gris vers un groupe de jeunes en pleine séance de selfies : « Une autre époque, quoi. »

Pour atteindre l'âge d'or, il faut remonter aux années 1960. Se remémorer la période *flower power*, celle des hippies qui font d'Amsterdam leur nid d'amour, la place du Dam leur spot fétiche pour tirer sur des joints. Des *Damsiapers*, comme on les appelle aux Pays-Bas, qui rapportent la résine de cannabis de leurs escapades orientales. C'est là, à cet instant, que des contrebandiers, entrepreneurs avant l'heure, flairent le bon filon. Là que les premières cargaisons de résine transitent du Pakistan vers les Pays-Bas, la Belgique et le Royaume-Uni.

Dans le même temps, une immigration nouvelle s'installe à Amsterdam, à Anvers, en Wallonie, dans le Limbourg. Des dizaines de milliers de personnes descendent à la mine, fourmillent dans la sidérurgie. Elles débarquent pour la plupart du nord du Maroc et en particulier du Rif, une région rurale, montagneuse, postée en lisière de Méditerranée, bordée par les deux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Là-bas, le haschich est un produit de tradition que l'on cultive et que l'on vend sans arrière-pensée. Alors, comme les hippies du Dam avant eux, des travailleurs rifains ramènent de la résine de cannabis lorsqu'ils reviennent de vacances au bled. Quand leurs valises le permettent, il y a aussi, parfois, un peu de marijuana.

Quelques dizaines d'années plus tard, en plein dans les *nineties*, les barons sud-américains de la cocaïne ne se contentent plus d'inonder Miami de leur marée blanche : ils tracent un nouvel itinéraire via l'Afrique du Nord, pour mieux organiser la déferlante vers l'Europe, en passant par la bientôt inévitable métropole d'Anvers. Les routes du shit deviennent celles de la poudre blanche. Le produit, plus cher, associé à la fête et aux milieux huppés, attire les convoitises. Plusieurs familles anversoises se penchent sur le dossier. Déjà actives dans le courtage et la vente au détail de cannabis, elles se mettent à tremper dans la schnouffe. En général, elles travaillent à la solde de bandes néerlandaises et se chargent surtout de faire passer la marchandise d'un port



à l'autre, selon la technique du *rip-off*. On jette les sacs dans les conteneurs au départ, à l'insu des transporteurs, et on les récupère à l'arrivée, grâce à la corruption de dockers ou de douaniers. La cargaison file ensuite vers les Pays-Bas, avant d'être dispatchée sur le continent.

Dans ce business florissant, une petite poignée de clans tirent leur épingle du jeu. Ils se donnent des noms anglais, qui les feraient presque passer pour des groupes de rock, et commencent à travailler à leur compte. Les *Turtles* et les *Mixers*, basés à Borgerhout, figurent parmi les plus connus. Leurs racines, qui plongent dans les terres escarpées du Rif, poussent les journalistes Marijn Schrijver et Wouter Laumans à qualifier leur entreprise de « Mocro Maffia », du nom d'un livre publié en 2014. À l'origine, le terme « Mocro », de l'argot néerlandais, était utilisé pour désigner les populations issues de l'immigration marocaine, de manière plutôt péjorative. Et depuis la sortie du best-seller, vendu à plus de 100 000 exemplaires, l'étiquette correspond davantage aux scénarios de fiction qu'aux vérités du terrain.

Septembre 2016. Un accord entériné à l'autre bout du globe vient redistribuer les cartes du jeu. Le gouvernement colombien signe une paix historique avec les FARC, ces « Forces armées révolutionnaires » qui contrôlaient les zones de production et régulaient l'accès aux fournisseurs dans les régions placées sous leur influence. L'organisation de guérilla marxiste dépose officiellement les armes, puis se mue en parti politique. Plus qu'une poignée de main, c'est un *game-changer* : la 'Ndrangheta, mafia calabraise avec qui elle travaillait étroitement, voit sa position de leader du marché s'affaiblir. Des groupes jusque-là secondaires en profitent pour s'engouffrer dans la brèche. Ils envoient des émissaires en Amérique latine, des albanophones, des Marocains de souche ou d'origine, belges ou néerlandais à l'état civil, qui s'installent à la source. Ils nouent des liens, tissent des relations durables, vérifient la pureté du produit dans les labs, avant de l'exporter sur leur propre terrain, aux carrefours du Vieux Continent. Le business de la cocaïne semblait jusqu'alors régi par un pouvoir centralisé, il ressemble désormais à un marché à ciel ouvert où les opportunités pleuvent autant qu'émergent les nouveaux barons de la drogue.

D'ex-braqueurs, d'anciens dealers de cannabis actifs à l'échelle locale se transforment ainsi en criminels d'envergure, multimillionnaires à la tête de clans opérant à l'international. Un homme incarne cette ascension fulgurante : Ridouan Taghi. Marocain natif, issu d'une famille de contrebandiers du Rif, le quadragénaire a grandi à Utrecht et connaît, comme son grand-père avant lui, les moindres recoins des routes du haschich. Bien qu'on le dise à l'initiative de plusieurs assassinats, son nom est longtemps resté à la marge des coupures de presse. Son arrestation, effectuée à Dubaï en 2019, propulse ses selfies à la une des journaux. Il figure alors parmi les criminels les plus recherchés du monde, tandis qu'Europol considère son groupe comme le plus dangereux du continent,

« Il ne faut parler ni de mafia, ni de Mocro Maffia. Il existe bien des bandes composées de personnes d'origine marocaine, mais elles ne travaillent pas qu'entre elles. Ces narcotrafiquants n'étaient personne il y a quelques années. Ils n'ont pas de traditions, pas d'organisation, pas de culture propre. Leur seule préoccupation est de gagner de l'argent. »

Letizia Paoli, criminologue à la KU Leuven

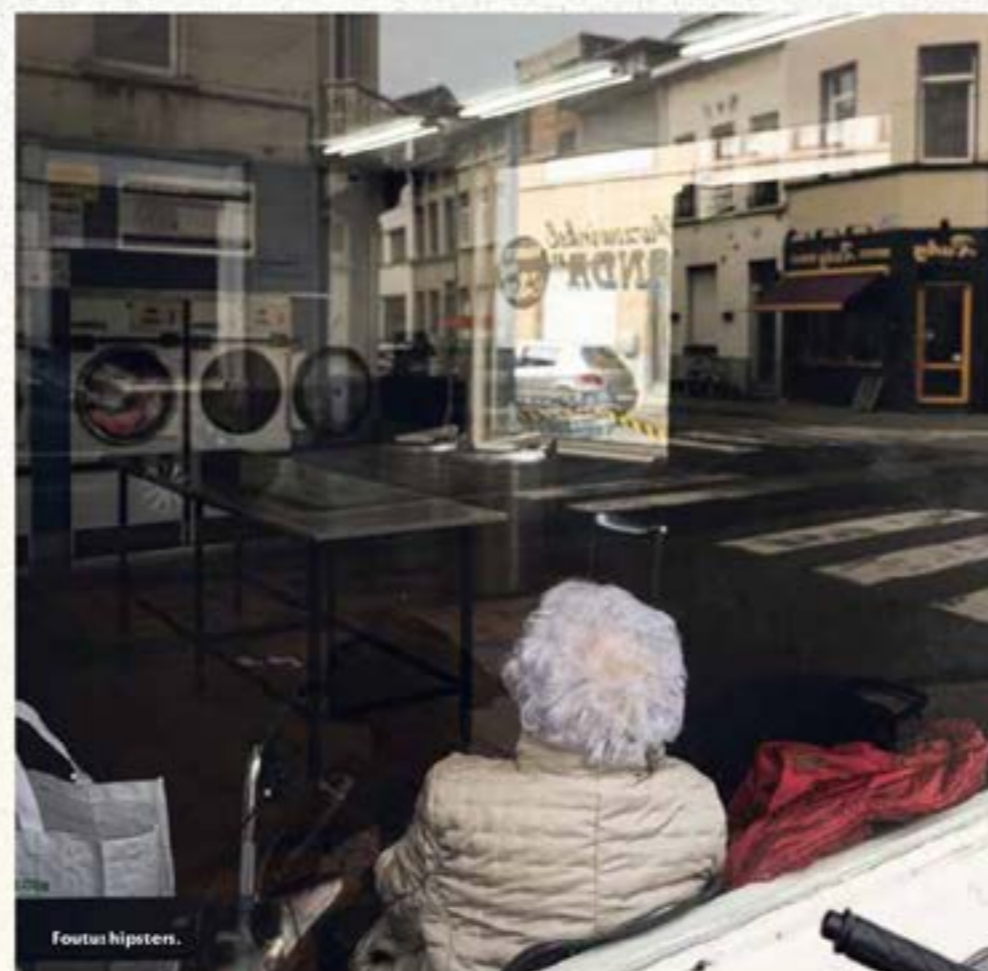
au cours des années 2010. Si on estime sa fortune à une centaine de millions d'euros, on découvre également sa proximité avec le général iranien Qassem Soleimani ou Desi Bouterse, président du Suriname, une ex-colonie néerlandaise frontalière du Brésil, vérolée par le trafic.

Des sources le présentent aussi comme le chef de la « Mocro Maffia ». Ni lui ni aucun autre de ses alliés ne semblent revendiquer un tel statut. C'est que la réalité est plus complexe. « Il ne faut parler ni de mafia, ni de Mocro Maffia, martèle Letizia Paoli, criminologue à la KU Leuven. Il existe bien des bandes composées de personnes d'origine marocaine, mais elles ne travaillent pas qu'entre elles. Ces narcotrafiquants n'étaient personne il y a quelques années. Ils n'ont pas de traditions, pas d'organisation, pas de culture propre. Leur seule préoccupation est de gagner de l'argent. » Quand les membres des réseaux albanophones respectent le Kanun, un code d'honneur tribal, et que les 'Ndrangheta perpétuent des traditions remontant au XIX<sup>e</sup> siècle, les barons de ladite « Mocro Maffia » partagent seulement des origines communes, au mieux des liens familiaux. Ils manœuvrent ainsi des gangs distincts et engagent des petites mains surinamaises ou antillaises pour effectuer le sale boulot, notamment pour orchestrer des règlements de comptes qui les opposent d'avantage qu'ils ne les rassemblent.

« Je parlerais simplement de banditisme. Ce terme de Mocro Maffia braque les projecteurs sur les Marocains alors que si on y regarde de plus près, on voit qu'ils collaborent aussi avec des Italiens, des Néerlandais, des Belges. En vérité, vos origines importent peu, tant que vous pouvez vous rendre utile », explique Vito Shukrula. L'avocat, toujours tiré à quatre épingles, jamais avara

en interviews, s'occupe depuis une dizaine d'années de la défense de plusieurs membres supposés de la « Mocro ». Le dernier en date : l'un des accusés dans le dossier de l'assassinat du journaliste néerlandais Peter de Vries, tué par balles en juillet 2021. Six mois plus tôt, le démantèlement de la messagerie chiffrée Sky ECC, privilégiée par les narcotrafiquants pour coordonner le business, avait déjà permis d'étudier dans les détails leur modus operandi. « Il ne s'agit pas d'une structure avec des personnes collaborant depuis dix ans, c'est quelque chose de très souple. Un mec va écrire qu'il connaît quelqu'un qui peut amener un camion dans le port, un autre qu'il connaît une femme qui peut laisser partir la cargaison sans contrôle, et ils vont créer un groupe de discussion spécifique. Il n'y a pas de rite d'initiation, pas de cérémonie, c'est plutôt une question d'opportunités. »

Le décodage de Sky ECC a permis aux forces de l'ordre de cartographier ce large champ des possibles, dont les gangs estampillés « Mocro Maffia » ne sont pas les seuls bénéficiaires. Les clans albanophones s'imposent également comme des acteurs majeurs. Grâce à une vieille alliance avec la 'Ndrangheta, ils étaient déjà parmi les premiers à mettre les pieds en Amérique latine, où Europol avait retrouvé leurs traces dès 2012. Ils développeront ensuite le trafic vers l'Europe du Nord, sous l'impulsion de la Kompania Bello, une fédération de quatorze groupes issus de la diaspora. En parallèle, ils se sont spécialisés dans le trafic d'êtres humains ou la contrebande de cigarettes, important du tabac brut depuis la Colombie, leur nouveau port d'attache. « Aujourd'hui, une association criminelle efficace est une association polycriminelle.



Les albanophones entrent typiquement dans cette polycriminalité où les mêmes clans sont à la fois dans le trafic de cocaïne, dans la plantation de cannabis, les vols organisés, les vols à la commande de véhicules, l'exploitation de migrants et de prostituées en vitrine à Anvers. Derrière, il y a tous les processus de blanchiment », énumère François Farcy, directeur judiciaire de la police judiciaire fédérale (PJF) Liège-Huy-Verviers, spécialiste du « crimorg ».

Aux côtés de ces organisations, les bandes d'origine marocaine, qui se cantonnent surtout au trafic de cocaïne et de drogues de synthèse, ne sont donc pas les seules à œuvrer sur les sols belge et néerlandais. Des clans colombiens, mexicains, italiens ou turcs, qui ne se privent pas non plus de collaborer, l'affaire d'un deal ou deux. « Il existe plusieurs réseaux qui jouent avec un effet de compétition ou qui scellent des associations temporaires. C'est une vision plus moderne, bien que moins sexy, que de se dire qu'il y a des gars, comme ceux de la Mocro Maffia, qui contrôlent à eux seuls le trafic de drogue », souligne Michaël Dantinne, criminologue à l'Université de Liège.

L'avantage d'une telle organisation en réseau, c'est qu'elle est difficile à lire, donc à appréhender. Pour les observateurs des milieux académiques et judiciaires, cette coopération transnationale constitue une nouveauté, avec l'objectif premier de partager le capital afin de maximiser les profits, sinon d'inonder l'Europe du « produit ». Si les barons 2.0 bénéficient d'un accès privilégié aux fournisseurs latino-américains, ils ne disposent pas tous d'une trésorerie suffisamment conséquente pour acheter de la

cocaïne en gros et augmenter les marges à la revente. Il s'agit donc de se serrer les coudes.

Cela, Ridouan Taghi l'a vite compris. En mai 2017, l'Utrechtsois s'assoit à la table d'un mariage prestigieux, à Dubaï. Les festivités ont lieu dans l'un des hôtels les plus luxueux de la planète, le Burj al-Arab, un édifice construit sur un île artificielle, reconnaissable à son aspect de voile géante. Son héliport, qui culmine à plus de deux cents mètres de haut, a déjà accueilli le swing de Tiger Woods, les coups droits de Roger Federer et un DJ set de David Guetta. Cette fois-ci, l'heureux élu s'appelle Daniel Kinahan. Ce promoteur de boxe irlandais, qui compte parmi les gros bonnets du trafic à l'international, profite d'enfiler une bague à l'annulaire pour célébrer une autre alliance. Deux autres poids lourds du milieu sont conviés à la table des discussions : Raffaele Imperiale, Napolitain affilié à la Camorra, et Edin Gaćanin, Bosnien élevé aux Pays-Bas, leader du clan Tito and Dino. Les quatre hommes décident d'unir leurs forces, pour former ce qui sera grossièrement défini comme un « super cartel ». La DEA, l'agence antidrogue américaine, les suspectera d'avoir été responsables d'environ un tiers du commerce de cocaïne en Europe.

Partage de capitaux, réduction des coûts, maximisation des profits : les termes semblent sortir tout droit d'un glossaire d'économie poussiéreuse. Ils caractérisent pourtant les schémas pensés par les cerveaux du business de la zipette. Au centre de ce système, apparaissent alors des individus qui ne sont pas nécessairement apparentés à l'un ou l'autre réseau. Des sortes d'intermédiaires

indépendants qui roulent souvent pour leur pomme. Dans les bureaux de police, on les appelle des « fournisseurs de services » : ils mettent en lien, récupèrent des dettes, exécutent des contrats, piratent les feuilles de route ou les systèmes informatiques du port, facilitent le blanchiment d'argent, convertissent l'argent sale en cryptomonnaies...

L'opération « Sky » a donné une vision claire de cette répartition des tâches. Outre les petites mains et les courtiers, des gérants de magasins de télécommunication anversois auraient également fait de la vente de cryptophones un business lucratif. Ces derniers auraient monnayé des BlackBerry sur lesquels étaient installés un logiciel de chiffrement PGP (Pretty Good Privacy), ainsi que la messagerie Sky ECC. Pour acquérir l'un de ces cryptophones, il aurait fallu déboursier un minimum de 2 000 à 4 000 euros.

Le monde judiciaire n'est pas non plus épargné : d'autres enquêtes concernent actuellement des avocats et des policiers, preuve que les narcotrafiquants sont en mesure d'infiltrer tous les secteurs. Le décodage de Sky ECC n'a pas seulement ouvert la boîte de Pandore, il a également mis à l'épreuve la résilience des milieux de la drogue. Leurs acteurs utiliseraient déjà d'autres messageries chiffrées ou seraient revenus à des méthodes de communication plus rudimentaires, mais dans lesquelles ils voueraient tout autant de confiance.

« Les barons gèrent leurs activités et commanditent les règlements de comptes depuis l'étranger, que ce soit à Dubaï ou en Turquie, parfois même depuis l'intérieur de leur prison, avec en exemple les menaces qui pèsent actuellement sur certains procès aux Pays-Bas », abonde François Farcy. Incarcéré dans la prison de haute sécurité de Vught, à trente kilomètres de la frontière belge, Ridouan Taghi est le personnage principal du procès « Marengo ». La procédure, qui le voit comparaître aux côtés de seize complices pour plusieurs assassinats et tentatives de meurtre, pourrait lui coûter une condamnation à la perpétuité incompressible. Dans un bâtiment qualifié de bunker, les avocats et les magistrats s'expriment le visage masqué, tandis que les accusés se défendent derrière une vitre blindée.

S'il continue de semer la terreur, il avait trouvé à Dubaï un exil doré, plutôt tranquille, à la mesure de son profil. Malgré quelques accords internationaux, les autorités européennes éprouvent encore des difficultés à extraire des fugitifs résidant aux Émirats arabes unis, où la transparence financière ne figure pas parmi les principes fondateurs de la Constitution. « À Dubaï, il y a une culture de la criminalité, détaille Michaël Dantinne. Il s'agit d'un endroit qui a fondé une partie de son challenge économique sur l'attraction de capitaux et on n'y est donc pas très regardant. S'il y a un million d'euros qui arrive chaque mois sur votre compte, à Dubaï, vous n'êtes pas vraiment suspect. D'autant qu'on y vit bien, en sécurité, et qu'on peut pleinement profiter de sa Lamborghini sans attirer les regards, ni susciter les jalousies. »

Comme s'il s'agissait d'une autre époque, quoi... »



La Zegepraalstraat, dans le prolongement de la Schildstraat, épicentre d'intimidations et de règlements de comptes.